

Covid 19 : ceci n'est pas une crise !



[Source : Le Journal du Médecin.com (lejournaldumedecin.com)]

Par Dr Daniel Murillo et Caroline Watillon

(Le Dr Daniel Murillo, gynécologue dans un hôpital public et Caroline Watillon, militante de la société civile et professionnelle dans le secteur du social-santé, posent une série de questions qui fâchent...)



© belga

Partie 1 : notre santé est-elle une priorité ?

Quotidiennement les *médias de masse* déversent les chiffres macabres du Covid. Au 28 décembre 2020, un an après le début de l'épidémie, 1.829.800 décès ont été attribués au virus à l'échelle mondiale^[1], pourtant aucun *body count* journalier pour les 2,8 millions de personnes qui décèdent d'obésité

sur une année – l’OMS parle d’épidémie mondiale^[2] ; les 7 millions de décès dus à La pollution atmosphérique^[3] ; les 7 autres millions de faim et de malnutrition – David Beasley parle de pandémie à venir^[4] ; ou des 8 millions de morts de l’industrie du tabac, dont 1,2 millions sont dus au tabagisme passif^[5]. Pour ces risques, la fabrique de l’ignorance^[6] a fait son travail et personne n’a jamais fermé les chaînes de malbouffes ou réglementé le contenu des cigarettes^[7]. Alors, comment sont définies et évaluées les politiques en matière de santé ? Si 2 millions de morts ponctuels Covid justifient la mise en place de mesures qui limitent les droits et libertés, pourquoi les 8 millions de morts annuels du tabac restent sans réaction ? Cela suggère que c’est davantage le risque de saturation des services de santé, que les taux de mortalité, qui guident les politiques sanitaires. Et il est, certes, plus commode d’avoir un virus comme ennemi, que les grands groupes industriels, les habitudes de consommation ou la qualité de vie des personnes.

Pour les risques liés aux « maladies de civilisations » – cancers, diabète, maladies cardio-vasculaire, obésité, etc. – il n’y a pas d’investissement à la hauteur des enjeux. Pire, cela fait 30 ans que les politiques privatisent et sous-financent les soins de santé^[8]. Alors que notre pyramide des âges est de plus en plus vieillissante et que l’espérance de vie ne cesse d’augmenter^[9], les lits aigus ont été fermés par milliers^[10] ; le travail des soignant.es minuté, officiellement pour être rentable, officieusement par la saturation des services ; les fonctions d’infirmières et d’aides-soignantes sont dévalorisées et sous-payées en regard des conditions de travail – la prise en charge des patients se veut la moins chère possible.

Ce désinvestissement dans la santé est d’autant plus dangereux que, sous couvert de croissance et des libertés individuelles – d’entreprendre et de consommer – nos modèles économiques impactent négativement notre santé à bien des égards, piétinent l’environnement naturel et favorisent l’émergence de maladies. En rejoignant le concept du *One Health*, la Belgique reconnaît pourtant que la bonne santé doit être humaine, animale et environnementale pour un meilleur contrôle des maladies à risque pandémique au sens large. Pourtant les politiques générales, en matière de santé ou de gestion de l’épidémie, ne répondent pas à la globalité de la situation.

Partie 2 : le confinement – une mesure temporaire et archaïque

En 2015, Anna Salvetti et Sylvain Baize lançaient déjà l’alerte : « *On observe depuis les dernières décennies une amplification de ces phénomènes – les zoonoses NDLR. [...] Il ne reste qu’à souhaiter que les agences de financement nationales, européennes et internationales donneront les moyens aux chercheurs de relever ce défi, sans attendre qu’une nouvelle émergence défraie la chronique.* » Face à cette menace prévisible, sans doute par mimétisme, notre pays nous a d’abord confinés. C’était sans compter qu’il n’allait pas construire des hôpitaux en 10 jours, réquisitionner l’armée, du personnel et du matériel médical, généraliser le *testing* ou mener une campagne de vaccination un rien rigoureuse [5,4 % de la population était

complètement vaccinés au 12/4/2021] Depuis un an, alors que le confinement est une mesure par définition temporaire, c'est devenu l'une des principales politiques pour *aplatir les courbes*. À ce sujet, Jean-Loup Bonnamy, interviewé par Eddy Caekelberghs, critique une gestion trop émotionnelle et se demande comment des sociétés aussi développées en viennent à faire l'usage de cette méthode moyenâgeuse – cf. la gestion des épidémies de peste ou de choléra. Pendant ce temps-là, nos gouvernements continuent à fermer ou ouvrir les robinets de l'enseignement, de la culture, de l'HoReCa, des métiers de contacts et se justifient par un discours froid, statistique qui joue sur nos peurs et nos émotions. Si dans l'urgence on peut comprendre les restrictions des libertés individuelles et le *lockdown* économique pour prévenir les défaillances de notre système de soins, cette approche est inaudible quand elle reste la même après plus d'un an de présence du virus. En février 2021, Le Vif nous donne la facture Covid pour la Belgique, elle est sans appel : déjà 33 milliards d'euros^[16] ! Ne serait-il pas temps d'investir dans des mesures pertinentes et pérennes ? Il existe des pistes alternatives sérieuses à étudier avant que la confiance avec les citoyen.nes ne soit définitivement rompue. À titre d'exemple, Jean-Loup Bonnamy et Renaud Girard, dans l'ouvrage *Quand la psychose fait dérailler le monde*, incitent les autorités à lever les mesures de confinement et à identifier et surprotéger les personnes à risques : *testing* 2x/semaine, distribution gratuite de FFP2, quarantaine des personnes contaminées, traitements précoces...^[17] ; chez nous, Caroline Vandermeeren propose encore d'autres pistes[18] ; encore hier, trois experts remettent en cause la stratégie belge de gestion de crise et plaident pour une réouverture contrôlée de tous les secteurs[19]. La créativité ne serait-elle pas un meilleur ressort que la peur ?

Ceci n'est pas une crise mais le symptôme d'une société malade de son développement

Soulignons que les mesures Covid sont à l'avantage des grands acteurs de l'économie mondiale – à l'heure où la crise a jeté un million de français de plus dans la pauvreté^[20], les milliardaires sont plus riches que jamais^[21]. Par contre elles dictent nos vies dans un sens que nous n'aurions jamais imaginé accepter. Il y a un an dans une première carte blanche, nous nous disions prêts à nous confiner pour protéger les autres mais nous avons aussi questionné le gouvernement sur sa gestion à moyen et à long terme de la crise sanitaire^[22]. Force-nous est de constater que nous en sommes aujourd'hui au même point, ne comptant que sur le providentiel vaccin pour sortir de l'impasse.

Partie 3 : vers quelle loi pandémie ?

Il n'est pas trop tard pour changer de cap, mais cela devient urgent à l'heure où nous nous enfonçons dans une crise de société profonde, teintée d'autoritarisme sanitaire. Aujourd'hui nous souhaitons éviter que cette gestion improvisée ne fasse jurisprudence après le vote d'une loi pandémie, aux demandes de cette pétition citoyenne, nous y ajoutons :

1. Un travail d'évaluation indépendant des responsabilités des autorités dans la gestion liée au Covid et la publication de résultats. Le silence assourdissant de la commission spéciale Covid-19 du Parlement fédéral instaurée en septembre 2020 est indécent alors que la population est polarisée et seule responsabilisée ;
2. Une gestion de la crise contrôlée par le Parlement^[23] et la constitution d'un organe de concertation représentatif de la société civile pour la gestion de la crise ;
3. Un bilan factuel des coûts humains, sociétaux et financiers des mesures depuis mars 2020 ;
4. Un refinancement structurel, adapté et pérenne des soins de santé, aujourd'hui même les banques en appellent au refinancement^[24] ;
5. La revalorisation financière et statutaire des fonctions soignantes ;
6. Comme pour d'autres secteurs^[25], que nos élus – *a minima* nos ministres – soient formés à la gestion en temps de crise en prévention des autres grands défis qui nous attendent sur le plan du développement humain ;
7. La prise en charge des questions de santé publique dans toute leur transversalité, y compris celle de notre écosystème, sur le long terme et non en fonction du temps de mandat – *not in my term* ;
8. Une transparence des contrats européens avec les industries pharmaceutiques et une position en faveur de la levée des brevets vaccinaux^[26] ;
9. Une communication adaptée aux différents publics qui tienne compte des déterminants de la santé. Plutôt que l'infantilisation des populations^[27], nous demandons une stratégie positive de santé publique basée sur la sensibilisation des citoyens comme acteurs de leur santé.

Ceci n'est pas une crise mais le symptôme d'une société malade de son développement.

C.W. et Dr D.M.

Références

[1] <https://covid19.who.int/>, page consultée le 4 avril 2021

[2] <https://www.who.int/features/factfiles/obesity/fr/>, page consultée le 4 avril 2021

[3] <https://www.who.int/mediacentre/news/releases/2014/air-pollution/fr/>, page consultée le 4 avril 2021

[4]

https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/12/16/la-pandemie-de-covid-19-menace-de-declencher-une-autre-pandemie-celle-de-la-faim_6063532_3232.html, page consultée le 4 avril 2021

[5] <https://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/tobacco>, page consultée le 4 avril 2021

[6] <https://www.youtube.com/watch?v=6IGVqsnxCE0>, page consultée le 5 avril

2021

[7] <https://www.tabac-stop.net/composition.html>, page consultée le 4 avril 2021

[8] https://www.cadtm.org/IMG/pdf/les_soins_de_sante_en_belgique__de_la_privatisation_a_la_socialisation__def.pdf, page consultée le 6 avril 2021

[9] https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Population_structure_and_ageing/fr, page consultée le 6 avril 2021

[10] <https://www.belgiqueenbonnesante.be/fr/donnees-phares-dans-les-soins-de-sante/hopitaux-generaux/organisation-du-paysage-hospitalier/categorisation-des-activites-hospitalieres/l-evolution-du-nombre-de-lits-agrees-d-hospitalisation>, page consultée le 6 avril 2021

[11] En effet, depuis un siècle, au moins 70 % des maladies émergentes ou réémergentes graves sont presque toujours des maladies zoonotiques qui peuvent être favorisées par des déséquilibres écologiques et/ou climatiques – [https://www.thelancet.com/journals/laninf/article/PIIS1473-3099\(10\)70312-1/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/laninf/article/PIIS1473-3099(10)70312-1/fulltext) , page consultée le 6 avril 2021

[12] <https://www.sciensano.be/fr/sujets-sante/one-health#qu-est-ce-que-one-health->, page consultée le 5 avril 2021

[13] <https://www.medecinesciences.org/en/articles/medsci/pdf/2015/13/medsci20153112p1055.pdf>, page consultée le 6 avril 2021

[14] <https://datastudio.google.com/reporting/c14a5cfc-cab7-4812-848c-0369173148ab/page/h0MwB> , page consultée le 4 avril 2021

[15] https://www.rtbef.be/auvio/detail_au-bout-du-jour?id=2741993, page consultée le 3 avril 2021

[16] <https://www.levif.be/actualite/belgique/la-facture-corona-23-452-milliards-pour-le-federal/article-normal-1388169.html>, page consultée le 4 avril 2021

[17] Bonnamy et Girard, *Quand la psychose fait dérailler le monde*, Collection Tracts (n° 21), Gallimard, 2020

[18] <https://www.facebook.com/carovdm/posts/10164725897785058>, page consultée le 13 avril 2021

[19]

<https://plus.lesoir.be/365823/article/2021-04-12/un-label-covid-safe-pour-sortir-du-yo-yo-des-fermetures>, page consultée le 13 avril 2021

[20] https://www.rtbef.be/auvio/detail_au-bout-du-jour?id=2741993, page consultée le 13 avril 2021

[21]

<https://www.nouvelobs.com/economie/20210214.OBS40209/milliardaires-gafam-chine-ce-sont-eux-les-grands-gagnants-du-covid.html>, page consultée le 6 avril 2021

[22]

https://www.rtbef.be/info/opinions/detail_covid-19-confinement-de-la-population-oui-mais-encore-que-fait-le-gouvernement?id=10470757, 344 signataires dont 91 médecins, 20 membres du personnel hospitalier, 20 psychologues, page consultée le 3 avril 2021

[23] En novembre dernier, Richard Horton, rédacteur en chef de *The Lancet*, prestigieuse revue médicale britannique, faisait le constat de notre échec :
» Ce système typiquement belge n'a rien donné de bon, il a échoué. Nous aurions pu éviter la plupart de ces 14 000 morts – en novembre 2020 ndlr. Des gens sont décédés à cause de l'organisation politique, il faut y réfléchir
» <https://www.lalibre.be/belgique/societe/le-redacteur-en-chef-de-la-revue-the-lancet-pointe-du-doigt-la-belgique-beaucoup-des-14-000-morts-auraient-pu-etre-evitees-des-gens-sont-decedes-a-cause-de-l-organisation-politique-5fb3b3e27b50a6525b634066>, page consultée le 3 avril 2021

[24]

<https://trends.levif.be/economie/banque-et-finance/la-crise-doit-amener-une-reforme-structurelle-du-financement-des-soins-de-sante/article-normal-1358975.html>, page consultée le 5 avril 2021

[25] L'aviation, le secteur bancaire, les soins de santé, l'armée, etc. préparent leurs équipes en les soumettant à des simulations de crise et à des stress tests

[26]

http://europe-health-network.net/spip.php?article323?=en&fbclid=IwAR07d-bS3yxX-iL01o1Xu3DG0LpIlfNuQxezIGD33x50-m_tQBIGMtbrnxxo, page consultée le 12 avril 2021

[27] https://www.rtbef.be/auvio/detail_la-plume-de-gunzig?id=2729523&utm, page consultée le 3 avril 2021